

PRÉFACE DE FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU,
GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE

LES ABC DE L'ÉCONOMIE

Guide d'éducation économique, monétaire et financière

Éditorial : Guillaume Clapeau, Églantine Assez et Manon Huset
Maquette intérieure et couverture : Audrey Baudouin, Studio Dunod
Fabrication : Martine Pierron
Mise en pages : Lumina Datamatics
Crédits iconographiques : *personnages* ©Jesadaphorn/Shutterstock et
©ApoevArt/shutterstock ; *pictogrammes* ©Jane Kelly/Shutterstock

© Dunod, 2025
11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff
www.dunod.com
ISBN : 978-2-10-089038-5

SOMMAIRE

Préface	V	• Les billets en euros	84
Introduction	VII	• Le seigneurage	87
		• L'or	90
		• Les moyens de paiement	93
		• Les systèmes de paiement de gros montant	98
PARTIE 1 Fondements de l'économie et agents économiques (ménages, entreprises, État, banque centrale)	1	• Les chambres de compensation (contreparties centrales)	102
• La mesure du pouvoir d'achat	3	• Les infrastructures de marché	105
• Les inégalités de revenus	7	• Le <i>shadow banking</i> ou Intermédiation financière non bancaire (IFNB)	109
• L'épargne des ménages	12	• Les <i>hedge funds</i>	113
• L'endettement des ménages	17	• La titrisation	115
• L'endettement financier des entreprises	22	• Le Système monétaire international (SMI)	118
• Le financement des entreprises	26	• Le taux de change	123
• Les taux d'intérêt nominal et réel	30	• Les coopérations monétaires Afrique-France	128
• L'inflation et la déflation	34		
• La dette publique	38	PARTIE 3 Politique monétaire	133
• La balance des paiements et la position extérieure	43	• Qu'est-ce que la politique monétaire ?	135
• Décrypter les graphiques économiques	48	• La politique monétaire conventionnelle	139
• Qu'est-ce qu'une banque centrale ?	57	• Les taux directeurs	143
• Que fait la Banque de France ?	60	• Les politiques monétaires non conventionnelles (2008-2022)	146
• La Banque de France et l'Europe	63	• Les taux d'intérêts négatifs	151
		• Quantitative easing ou assouplissement quantitatif	155
PARTIE 2 Monnaie, marchés et système financier	67	• Forward guidance	159
• Comment est créée la monnaie ?	69	• La transmission de la politique monétaire	161
• Monnaie fiduciaire, scripturale, commerciale et centrale : de quoi parle-t-on ?	73	• Les interdépendances entre la politique monétaire et la politique budgétaire	165
• Masse monétaire, agrégats monétaires et base monétaire	76		
• L'euro	81		

PARTIE 4 Stabilité financière	171	• Les crypto-actifs et les stablecoins	237
• La stabilité financière	173	• La monnaie numérique de banque centrale (MNBC)	240
• L'Union bancaire	177	• Les FinTechs	243
• L'accord de Bâle III	181		
• La supervision des assurances	184	PARTIE 7 Développement durable et verdissement de l'économie	247
• La lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT)	188	• La finance durable	249
• Le surendettement	194	• La finance responsable	254
		• La finance solidaire	257
PARTIE 5 Instabilités : crises économiques et financières	199	• La finance verte	259
• La crise de 1929	201	• L'obligation verte	264
• La crise de 2008	206	• La taxonomie verte européenne	267
• La crise des dettes souveraines de la zone euro (2010-2012)	210	• La responsabilité sociétale des entreprises (RSE)	270
• Comprendre la crise liée au Covid-19	215	• Les nouveaux indicateurs de richesse	274
• Les crises bancaires	218	• Le microcrédit	276
• La bulle spéculative	223	Index	278
PARTIE 6 Innovations financières et nouveaux acteurs	227		
• La <i>blockchain</i>	229		
• Le Bitcoin	234		

Les QR codes apparaissant à la fin de certaines fiches permettent d'accéder à des vidéos approfondissant le sujet. Elles ont été réalisées par la Banque de France ou la Cité de l'économie (Citéco) et sont librement accessibles sur Internet.

En 2026, nous fêtons les dix ans de la mise en œuvre en France, comme dans près de soixante-dix autres pays, d'une stratégie nationale d'éducation économique, budgétaire et financière (EDUCFI). Fondée sur les grands principes élaborés par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), elle est coordonnée par la Banque de France qui en est l'opérateur national, en lien avec de nombreux acteurs institutionnels, associatifs et professionnels. Pour le dire en musique, nous agissons dans ce domaine non en soliste, mais en chef d'orchestre.

Et pour filer la métaphore, la partition que nous interprétons est d'une grande richesse : touchant tous les publics (personnes en situation de fragilité financière, jeunes entrepreneurs, publics scolaires, etc.) et des domaines très larges (gestion des finances personnelles, gestion d'entreprises, compréhension des grandes notions économiques, etc.), l'Éducation financière doit, *in fine*, permettre à chacun de faire des choix éclairés dans un contexte économique et financier de plus en plus complexe. Parallèlement, notre Cité de l'économie (*citeco.fr*) rencontre un succès croissant avec plus de 100 000 visites physiques en 2024.

En particulier, pour aider chaque citoyen à appréhender les grands débats dans les domaines monétaire et financier, la Banque de France a développé plusieurs types de ressources pédagogiques, réunis dans la collection des « ABC de l'économie¹ », qui répondent aux critères fondamentaux de la stratégie d'éducation financière (neutralité, fiabilité, accessibilité, gratuité).

Autant de supports qui visent à mettre l'économie à la portée de tous, parmi lesquels nombre de fiches couvrent des thématiques qui vont de la monnaie à la finance durable en passant par la politique monétaire et la stabilité financière.

Je me félicite que ces fiches soient désormais rassemblées dans ce recueil pédagogique : il offre à chacun un nouvel instrument au service d'une compréhension plus harmonieuse d'un monde économique aux accents parfois dissonants.

Il devrait, j'en suis sûr, rencontrer l'intérêt d'un large public curieux d'économie, notamment les enseignants, lycéens et étudiants.

Je vous en souhaite bonne lecture !

François VILLEROY DE GALHAU,
gouverneur de la Banque de France.

1. La collection intègre une grande variété de formats (fiches, vidéos, infographies, quiz, jeux, cartes mentales, ateliers pédagogiques, conférences, etc.) courts et pratiques pour acquérir aisément les bases de l'économie monétaire et financière. L'ensemble est gratuitement accessible sur le site des ABC de l'économie : <https://www.banque-france.fr/fr/abc-de-leconomie>.

INTRODUCTION

Dans la liste des mots de la langue française qui emportent naturellement une connotation péjorative, il y en a un qui figure en bonne place : vulgarisation. À tel point que lorsqu'on l'emploie, on se sent souvent obligé de préciser « au bon sens du terme ». Son cousinage avec l'adjectif « vulgaire » y est probablement pour beaucoup.

Et pourtant : quel paradoxe quand on s'en tient à sa définition communément admise d'une « action de mettre à la portée du plus grand nombre, des non-spécialistes des connaissances techniques et scientifiques ».

À la lumière de sa signification : quelle belle mission que celle de vulgariser !

C'est exactement celle qui anime depuis près de dix ans l'ensemble des auteurs de la collection des ABC de l'économie : rendre accessible et attractif le domaine de l'économie monétaire et financière, souvent considéré comme complexe et aride, en expliquant de manière synthétique des concepts économiques ou des notions qui font l'actualité économique.

Outre l'ensemble des experts de la Banque de France et des institutions partenaires de la stratégie nationale

EDUCFI qui y ont apporté leur concours, j'ai le plaisir de remercier ici chacun des auteurs (par ordre alphabétique) de cette œuvre de vulgarisation qui, vous l'aurez compris, n'a que du bon sens !

Mark Béguery
Philippe Bonzom
Laurent Braquet
Marguerite Collignan
Philippe Faure
Gwenaëlle Fégar
Édouard Gomet
Stéphane Gourdet
Marie-Laure Hillion
Dominique Kantor
Stéphanie Lange
Adrien Lehman
Jean-Marc Lherm
David Mourey
Nicolas Resseguier
Laure Succi
Stéphane Tourte

Philippe FAURE,
directeur de la collection ABC de l'économie.

PARTIE 1

FONDEMENTS DE L'ÉCONOMIE ET AGENTS ÉCONOMIQUES (MÉNAGES, ENTREPRISES, ÉTAT, BANQUE CENTRALE)

L'économie repose sur des acteurs clés – ménages, entreprises, État, banque centrale, banques – qui interagissent en permanence pour produire, consommer, réguler, investir et financer.

Cette première partie pose les bases indispensables pour comprendre ces dynamiques. Elle explore comment se mesure le pouvoir d'achat, comment se forment les inégalités de revenus et pourquoi l'épargne et l'endettement sont au cœur des choix économiques des ménages comme des

entreprises. Elle aborde aussi les mécanismes de financement, les effets des taux d'intérêt, les enjeux de l'inflation, de la dette publique et des échanges extérieurs. Enfin, elle introduit le rôle primordial des banques centrales, en particulier celui de la Banque de France, dans la stabilité monétaire et financière.

Autant de notions fondamentales pour décrypter les grands équilibres économiques et mieux comprendre les politiques publiques.



LA MESURE DU POUVOIR D'ACHAT

Le pouvoir d'achat, c'est la quantité de biens et services qu'un revenu permet d'acheter. Plus on peut acheter de biens et de services avec son revenu, plus le pouvoir d'achat est élevé.

On observe son évolution d'une période à l'autre. Pour cela, on doit **comparer l'évolution des revenus par rapport à celle des prix** des biens et services : si les revenus augmentent plus vite que les prix, il y a hausse du pouvoir d'achat ; à l'inverse, si les prix augmentent plus vite que les revenus, il y a baisse du pouvoir d'achat. Cela revient à exprimer l'évolution des revenus en **valeur réelle** (ou à **prix constants**), c'est-à-dire après correction des effets de l'inflation.

En France, la mesure du pouvoir d'achat des ménages est réalisée par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

Le revenu utilisé pour le calcul est le **revenu disponible brut (RDB)** : c'est la somme des revenus de l'ensemble des ménages (y compris les prestations sociales) moins les impôts et cotisations sociales. Ainsi, une hausse des salaires, des prestations sociales ou une baisse des impôts se traduiront, toutes choses égales par ailleurs, par une augmentation du pouvoir d'achat.

L'indice des prix retenu pour le calcul est le **déflateur de la consommation finale des ménages**. Celui-ci est assez proche de l'indice des prix à la consommation (IPC), plus communément utilisé pour commenter l'inflation ; mais il représente plus fidèlement le prix de la consommation des ménages, notamment en intégrant des « dépenses » de logement pour les propriétaires, sous forme de loyers fictifs.

Il est important de noter que cette mesure du **pouvoir d'achat du RDB** est un indicateur macroéconomique, calculé dans le cadre de la comptabilité nationale, à partir du revenu global reçu pour l'ensemble des ménages. Elle ne correspond donc pas toujours aux situations individuelles (voir *infra*), notamment car son évolution

s'explique en partie par la croissance démographique. Par exemple, lorsque la population française croît au rythme de 0,4 % par an, il faut des gains de pouvoir d'achat du RDB d'au moins 0,4 % par an pour que le pouvoir d'achat par habitant soit stable. C'est pourquoi, l'Insee publie le **pouvoir d'achat par habitant**, mesuré en rapportant le pouvoir d'achat du RDB au nombre d'habitants. Celui-ci reflète mieux la situation individuelle moyenne car il neutralise le facteur démographique.

On peut faire des comparaisons internationales du pouvoir d'achat en passant par les **parités de pouvoir d'achat (PPA)**, technique permettant, à partir des taux de change, d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achats de différentes monnaies pour les consommateurs.

L'Eurosystème – c'est-à-dire la Banque centrale européenne (BCE) et les banques centrales nationales des pays de la zone euro, dont la Banque de France – contribue à préserver le pouvoir d'achat de l'euro puisque sa mission principale est de maintenir la stabilité des prix.

Même si notre revenu augmente, notre pouvoir d'achat peut baisser... si les prix augmentent encore plus vite ! Pour vraiment savoir si on gagne en pouvoir d'achat, il faut toujours comparer l'évolution de notre revenu au regard de l'inflation.



LES CLÉS POUR COMPRENDRE

LA MESURE DU POUVOIR D'ACHAT ET VOUS

En plus du pouvoir d'achat par habitant, et pour se rapprocher encore davantage des situations individuelles, l'Insee publie également le **pouvoir d'achat par unité de consommation**, afin de tenir compte du fait que certaines dépenses sont réduites lorsque mises en commun au sein d'un foyer (abonnement multimédia, électricité, équipement électroménager, etc.). Cet indicateur est particulièrement pertinent en raison de la tendance actuelle à la diminution de la taille moyenne des ménages (augmentation du nombre de familles monoparentales et de personnes vivant seules).

De plus, l'indice des prix est calculé sur un panier moyen qui ne reflète pas toutes les habitudes ou contraintes de consommation de chacun. Il en résulte qu'une hausse du pouvoir d'achat moyen peut coexister avec une baisse de celui-ci pour certains ménages ou certaines catégories de ménages, si la structure de consommation de ces derniers est davantage exposée à la hausse des prix que la moyenne. Afin d'appréhender ces situations différentes, des indices des prix à la consommation par catégorie de ménages sont calculés selon l'âge, le lieu d'habitation, le niveau de revenus, etc. et permettent ensuite de mesurer des évolutions de **pouvoir d'achat catégoriel**. Pour une approche encore plus individualisée, tout un chacun peut consulter un simulateur d'inflation personnalisé sur le site de l'Insee.

Le pouvoir d'achat ne se résume pas à une moyenne : il varie selon la taille du foyer, les habitudes de consommation et le ressenti face à l'inflation.



QUELQUES CHIFFRES POUR LA FRANCE

+ 3,4%

Hausse du pouvoir d'achat par habitant depuis 2019



- 2,2 points de pourcentage (pp)

Estimation de l'impact du bouclier tarifaire sur l'inflation, années 2022-2023



27,9 %

Part des dépenses pré-engagées* dans le budget des ménages français en 2022 (27,4 % il y a 20 ans, 14,2 % il y a 60 ans)



655 000

Nombre de prix collectés chaque mois par l'Insee pour le calcul de l'IPC



Sources : Insee, Banque de France.

* Ensemble des dépenses des ménages réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme : logement, électricité et gaz, eau, télécommunications et multimédia, assurances, etc.

L'INFLATION MESURÉE ET L'INFLATION RESSENTIE

Il peut y avoir un décalage entre le ressenti de la population et les statistiques d'évolution du pouvoir d'achat. Ce décalage peut s'expliquer par une perception personnelle de l'évolution des prix. Par exemple, on est plus sensible aux évolutions des prix des dépenses les plus fréquentes (comme le pain, le café, etc.) alors qu'elles ne sont pas forcément les plus importantes. De même, on accorde plus d'importance aux prix en hausse qu'aux prix en baisse ou stables.

Par ailleurs, au cours du temps, de nombreux biens et services ont été améliorés (nouvelles fonctionnalités,

plus de rapidité, etc.), ce qui peut justifier qu'ils soient vendus plus cher. Or, ces hausses tarifaires dues à une amélioration de la qualité n'entrent pas dans l'inflation, qui est une mesure de l'évolution des prix à qualité constante. Si le produit de la gamme antérieure a disparu du marché (comme c'est le cas par exemple pour les téléphones portables), les consommateurs sont contraints de se tourner vers le nouveau et donc de payer plus cher : cette hausse des dépenses, **en prix courants**, peut donner l'impression d'une dégradation du pouvoir d'achat.

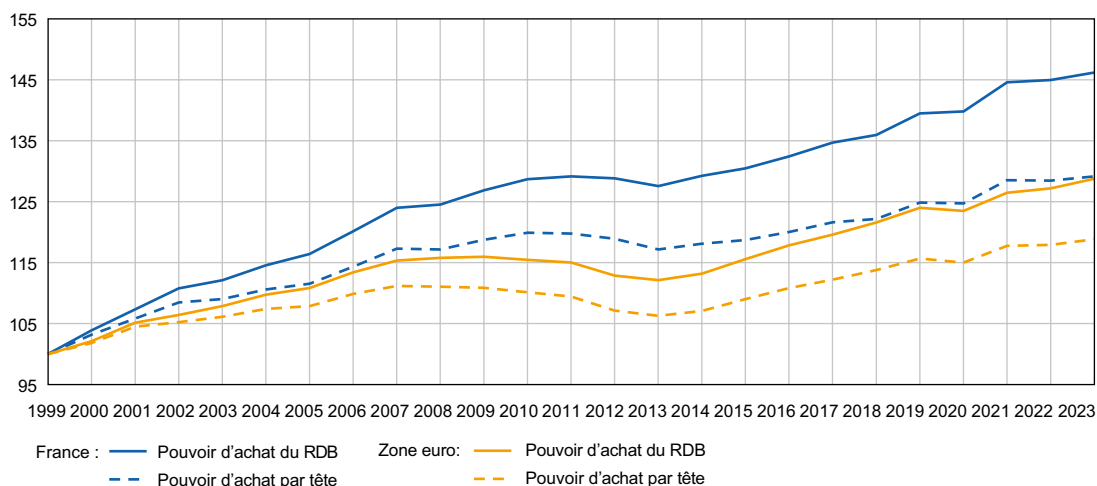
Enfin, la part des **dépenses pré-engagées** (énergie, abonnement internet, assurances, etc.) a fortement

augmenté ces dernières décennies (voir ci-avant) donnant le sentiment que le pouvoir d'achat ne s'est pas accru. Pour rendre compte de ce phénomène, l'Insee mesure le **pouvoir d'achat « arbitral »**, c'est-à-dire une fois déduites ces dépenses que l'on ne peut ajuster à court terme car régies par un contrat.

Le décalage entre pouvoir d'achat ressenti et mesuré peut venir également d'un ressenti personnel sur l'évolution des revenus. Par exemple, on perçoit rarement qu'une baisse d'impôt correspond à une hausse du revenu disponible, car on a tendance à assimiler ce dernier au revenu perçu avant impôt.

Pouvoir d'achat du RDB et par habitant depuis 1999

(base 100 = 1999)



Source : Insee, Eurostat.

Lecture : Depuis 1999, le pouvoir d'achat a évolué plus favorablement en France que dans l'ensemble de la zone euro.

L'INDICE BIG MAC ET LE POUVOIR D'ACHAT INTERNATIONAL

Créé par le magazine *The Economist*, l'Indice Big Mac est un indicateur simple permettant de comparer le pouvoir d'achat entre différents pays. Fondé sur le prix d'un Big Mac dans divers pays, il offre une approche décalée mais

efficace pour estimer la parité de pouvoir d'achat (PPA). En effet, un Big Mac contient des ingrédients universels dont le coût varie d'un pays à l'autre. Si un hamburger est plus cher dans un pays qu'un autre (matières premières, coût du travail, du loyer), cela peut indiquer que la monnaie de ce pays est surévaluée par rapport à celle de l'autre.

L'Indice Big Mac a cependant des limites : il repose sur le prix d'un seul produit et ne prend pas en compte les

habitudes de consommation ou les variations locales de coût de la vie. Malgré cela, il reste un outil pédagogique utile pour comprendre comment les différences de pouvoir d'achat se manifestent à l'international. C'est un indicateur souvent utilisé pour comprendre les enjeux de conversion monétaire ainsi que les différences de niveaux de vie entre pays.

À titre d'illustration, en juillet 2024, après correction par la parité de pouvoir d'achat (PPA), un Big Mac coûte en moyenne 6,5 % de plus en zone euro qu'aux États-Unis. À l'inverse, il est 12,6 % moins cher à Singapour, 25,7 % moins cher au Brésil, et 43,9 % moins cher au Japon. Ces écarts reflètent les variations du coût de la vie et des taux de change, offrant une perspective concrète sur les disparités économiques internationales.

UN PEU D'HISTOIRE

1900-1948 Période de relative stagnation du pouvoir d'achat.

1936 Le Front populaire propose un programme économique de relance ayant pour but de soutenir le pouvoir d'achat et la consommation.

1944 Le gouvernement provisoire décide d'augmenter les salaires afin de limiter la perte de pouvoir d'achat subie par les salariés.

1948-1978 Les Trente Glorieuses sont marquées par une forte hausse du pouvoir d'achat des ménages dans les pays développés (en moyenne + 5,8 % par an en France).

1970 Le SMIC remplace le SMIG. Il est revalorisé en fonction de l'inflation et du pouvoir d'achat des ouvriers et des employés.

1978-1998 Net ralentissement de la progression du pouvoir d'achat.

2007-2008 Face à une forte hausse des prix alimentaires, la loi de modernisation de l'économie vise à accroître la concurrence dans le secteur de la grande distribution et donc à faire baisser les prix pour stimuler le pouvoir d'achat des ménages.

2012-2013 Seule période depuis 2008 où les Français connaissent en moyenne une perte de pouvoir d'achat (- 1,6 % sur les deux ans).

2019 La « Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat » (PEPA), aussi connue sous le nom de « prime Macron », est instaurée. Elle permet aux employeurs de verser une prime défiscalisée aux salariés pour renforcer leur pouvoir d'achat.

2020-2021 Face à la crise sanitaire liée à la Covid-19, des aides exceptionnelles sont mises en place pour soutenir les ménages et protéger leur pouvoir d'achat.

2022-2025 Le gouvernement met en œuvre un bouclier tarifaire afin de protéger les consommateurs et limiter l'inflation, face aux hausses des prix de l'électricité, du carburant et du gaz.



POUR EN SAVOIR PLUS

À lire :

- **Comprendre le calcul du pouvoir d'achat**, Insee, 2019
- **France, portrait social, 2023** et **Les revenus et le patrimoine des ménages**, Insee Références 2024

À lire :

- **3 minutes pour comprendre le pouvoir d'achat**, vidéo Dessine-moi l'éco
- **Évolution du pouvoir d'achat**, vidéo Datagora, Insee et La finance pour tous
- **Le pouvoir d'achat depuis 20 ans**, graphique animé XERFI, 2019
- **Qu'est-ce que le pouvoir d'achat ?**, Insee

Liens utiles :

- **Simulateur d'indices des prix personnalisés**, Insee
- **Le coût des activités domestiques**, simulateur, Citéco
- **Inflation mesurée vs subie : l'inégal partage du fardeau**, Bloc-notes Éco, 2024